



ÉDITORIAL

Pomper le peuple pour gaver les actionnaires

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE « L'HUMANITÉ »

Au moment où les Français peinent à boucler leurs fins de mois, confrontés à l'inflation persistante des prix à la pompe, TotalEnergies affiche des profits record. Au premier trimestre 2026, le groupe aura réalisé environ 5 milliards d'euros de résultat net, en hausse de 51 % sur un an. Des milliards engrangés sur le dos des consommateurs, pendant que l'entreprise bénéficie d'aides publiques et optimise fiscalement ses résultats. Patrick Pouyanné et ses actionnaires se frottent les mains. En 2025-2026, le groupe continue d'annoncer des bénéfices exceptionnels, dopés par la volatilité des marchés, le trading et les tensions géopolitiques.

TotalEnergies ne se contente pas de profiter de la situation : il orchestre une opération commerciale cynique. En bloquant ou en plafonnant temporairement certains prix, il attire massivement les clients de ses concurrents directs et des indépendants. Cette stratégie profite ainsi à son réseau de plus de 3 300 stations essence. C'est une conquête agressive de parts de marché, financée par les marges colossales réalisées dans le raffinage ou la production, contrairement à ses concurrents, notamment les acteurs indépendants qui ne font que distribuer. Et quand certains osent évoquer à gauche la taxation des superprofits, le PDG menace : en cas de taxation – qui ne serait que justice –, il débloquera les prix à la pompe. Il sait pouvoir compter sur le soutien du gouvernement.

Le scandale est d'autant plus insupportable que TotalEnergies organise minutieusement la transmission de l'imposition entre ses filiales. Le groupe structure ses flux internes pour que les marges les plus juteuses – notamment via le trading – soient captées en Suisse, où la fiscalité est très avantageuse, plutôt que vers le raffinage et la distribution en France. Des milliards de profits sont ainsi déclarés dans un « reste du monde » opaque, tandis que l'activité française de raffinage, souvent présentée comme fragile, paie peu ou pas d'impôt sur les sociétés.

Pour en finir avec ce capitalisme vorace qui exploite le vivant et la nature pour son propre profit, il est temps de bloquer les prix de l'énergie comme le Code du commerce l'autorise. Il est urgent de geler ou plafonner durablement les prix à la pompe, du gaz et de l'électricité en période de crise, d'encadrer strictement les marges sur toute la chaîne et de rendre transparentes les comptabilités. Cela permettrait de protéger immédiatement le pouvoir d'achat des ménages et de préserver les petites et moyennes entreprises face à la spéculation internationale. De plus, il faut abaisser la fiscalité sur l'énergie de 20 % à 5,5 %.

Enfin, nous avançons le projet d'un Groupe énergie de France (GEDF). Il s'agit de reconstruire un grand service public de l'énergie en nationalisant TotalEnergies et Engie aux côtés d'EDF. Fusionner ces acteurs dans un grand pôle public permettrait de planifier la transition écologique, de décarboner massivement, de sortir des millions de Français de la précarité énergétique et de mettre fin à la logique de profit à court terme. L'énergie est un bien commun, et non une marchandise comme les autres. Les défenseurs du « marché libre » crieront à l'utopie. Pourtant, c'est leur marché qui a produit la flambée des prix, les superprofits et la dépendance. Les Françaises et Français en ont assez de payer plus cher pour remplir leur réservoir ou chauffer leur logement pendant que les actionnaires de TotalEnergies perçoivent des dividendes record. L'urgence est de redonner une maîtrise publique au secteur énergétique ! ●

TotalEnergies ne se contente pas de profiter de la situation : il orchestre une opération commerciale cynique. En outre, le groupe structure ses flux internes pour que les marges les plus juteuses soient captées en Suisse.